

TABLEAU RECAPITULATIF DES GARANTIES

Les montants de garantie sont fixés par année d'assurance. Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous règlements amiables ou judiciaires d'indemnités.

Nature des garanties et montants maximaux	Montants Maximaux
<p>Garantie A - Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 € (1) : Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : 700.000 € par année d'assurance ■ Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1.500.000 € TTC (2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 7.500.000 € : Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : 300.000 € par année d'assurance ■ Quel que soit le type de travaux Dommage aux biens sur chantiers tels que définis au contrat, y compris frais accessoires : 100.000 € par année d'assurance 	
<p>Garantie B - Responsabilité civile de l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Dommages survenus AVANT livraison et/ou réception <ul style="list-style-type: none"> ■ Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) - Tous dommages confondus 10.000.000 € par année d'assurance Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels et immatériels consécutifs 2.500.000 € sans pouvoir dépasser pour ceux résultant de vol commis par les préposés 30.000 € • Dommages immatériels non consécutifs suite à un dommage corporel ou matériel non garanti par la garantie B 300.000 € ■ Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés) - Tous dommages confondus 300.000 € par année d'assurance Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> • Frais d'urgence 75.000 € • Frais de dépollution des eaux et du sol 75.000 € ■ Dommages corporels à vos préposés (paragraphe 3.2 des D.G) 1.000.000 € par année d'assurance <ul style="list-style-type: none"> ■ Dommages survenus APRES livraison et/ou réception <ul style="list-style-type: none"> ■ Tous dommages confondus 4.000.000 € par année d'assurance Sans pouvoir dépasser pour les <ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels et immatériels consécutifs 2.500.000 € - Dommages immatériels non consécutifs 300.000 € 	

Nature des garanties et montants maximaux	Montants Maximaux
<p>Garantie C - Défense pénale et recours suite à accident</p> <p>Quel que soit le nombre de victimes</p>	50.000 € H.T. par année d'assurance
<p>Garantie D - Responsabilité décennale</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance tous corps d'état HT, y compris honoraires d'étude et de contrôle n'excède pas 15.000.000 € (1) : <ul style="list-style-type: none"> • Lorsque vous intervenez en qualité de constructeur <ul style="list-style-type: none"> - Ouvrage à usage d'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. - Ouvrage à usage autre que l'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage (hormis l'hypothèse où ce coût est supérieur au montant prévu au paragraphe de l'article R.243-3-I du Code des assurances) • En cas de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'assuré : <ul style="list-style-type: none"> - Si le marché de l'assuré concerne la structure et le gros-oeuvre - Si le marché de l'assuré ne concerne pas la structure et le gros-oeuvre • Lorsque vous intervenez en qualité de sous-traitant ■ Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1.500.000 € TTC (2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 7.500.000 € (2) 	<p>10.000.000 € par sinistre 6.000.000 € par sinistre</p> <p>10.000.000 € par sinistre</p> <p>1.500.000 € par année d'assurance</p>

Nature des garanties et montants maximaux	Montants Maximaux
Garantie E - Garanties complémentaires à la responsabilité décennale	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 € (1) : 	
<ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement 	1.000.000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> - Dommages immatériels consécutifs à un sinistre décennal 	1.500.000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> - Dommages intermédiaires (matériels et immatériels consécutifs) 	200.000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> - Défaut de performance énergétique 	500.000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1.500.000 € TTC(2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 7.500.000 € TTC(2) : 	
<ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement 	200.000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> - Dommages immatériels consécutifs 	100.000 € par année d'assurance

(1) Si le coût total prévisionnel de construction excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale.
A défaut :
 - pour la garantie obligatoire et son équivalent pour le sous-traitant, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L 121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total de la construction (honoraires et taxes compris),
 - pour les garanties A, D (hors garantie obligatoire et son équivalent pour le sous-traitant) et E, non-assurance.

(2) Si le coût total de votre marché excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale.
A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L.121-5 du Code des assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total du marché. La garantie n'est pas acquise si le coût total prévisionnel de la construction excède 7.500.000€.